SYNDICAT NATIONAL
Solidaires Finances Publiques D33
Section DISI SUD OUEST

@SolidairesFPD33
solidairesfinancespubliquesdisi33

La force de tous les agents de la DGFiP

Bordeaux, le 23 janvier 2023,

Madame la Présidente,
La première journée de grève et de manifestations intersyndicales et interprofessionnelles ce 19 janvier, avec des taux de grèves importants dans de très nombreux secteurs d'activités et une participation massive dans l'ensemble des cortèges, a montré la forte opposition au nouveau projet de contre-réforme des retraites du Gouvernement.

Avec 35 % de grévistes et 1/3 des centres des finances publiques fermés, les agentes et les agents de la Direction Générale des Finances Publiques ont également marqué fortement leur opposition au projet gouvernemental de réforme des retraites, qui recule l'âge de départ à la retraite à 64 ans et augmente la durée de cotisation à 43 ans dès 2027.

Les collègues (A+, A, B et C) de la DISI Sud-Ouest ont particulièrement bien suivi ce mouvement avec un taux de grève pour la DISI Sud-Ouest de 42,22 % : ce qui est remarquable.

Dans une administration maltraitée depuis des années, avec notamment des suppressions d'emplois à hauteur de 32 000 depuis 2002, où les conditions de travail se dégradent de façon continuelle, où la question de la rémunération n'est pas à la hauteur de leur engagement, l'aspiration à une retraite dans les meilleures conditions est forte en termes de juste reconnaissance au regard des années passées à perdre sa vie au travail pour la gagner.

Le Ministre Stanislas Guérini a voulu rassurer les fonctionnaires en diffusant une vidéo expliquant que le calcul de la pension resterait inchangé, gardant le principe des 6 derniers mois en référence et qu'ils pourraient bénéficier de la retraite anticipée, mais il n'a pas convaincu !

Cette énième réforme, portée par le président de la République, est présentée par la cheffe du Gouvernement comme celle qui permettrait d'assurer la pérennité du système par répartition en dégageant 8 milliards d'euros par an dès 2027, financés par les salarié·es. Or, ce montant semble bien dérisoire au regard des milliards d'euros de cadeaux faits aux plus riches et aux multinationales :

- Suppression de l'ISF : perte de 3 milliards d'euros par an pour les recettes de l'État,
- Instauration de la Flat Tax sur les revenus financiers : perte de 900 millions d'euros par an,
- Cadeaux fiscaux et aides publiques : environ 160 milliards d'euros par an, environ 1/3 du budget de l'État, soit 3 fois plus qu'il y a 20 ans,
- Baisse des impôts sur les sociétés entre 2018 et 2022 : 30 milliards d'euros,
- Réduction des cotisations sociales patronales : + de 350 milliards d'euros depuis 2018,
- Niches fiscales : 90 milliards d'euros,
- Fraude et évasion fiscales : entre 80 et 100 milliards d'euros par an.

Cette réforme gouvernementale est une attaque frontale contre la protection sociale et contre les seuls salariés. Elle est injuste au regard de son financement, elle n'est pas justifiée !

Au regard des inégalités qui croissent, des services publics en profonde souffrance et d'une protection sociale qui se désagrège, il est temps de poser le sujet de la juste répartition des richesses dans le débat public.

Solidaires Finances Publiques, avec l'ensemble des agents et des agentes, continuera de combattre cette réforme et appelle d'ores et déjà l'ensemble des personnels à amplifier la mobilisation et à être en grève le 31 janvier 2023.

boîte 29 - 80 rue de montreuil 75011 paris - 01.44.64.64.44 - fax 01.43.48.96.16 - solidairesfinancespubliques.fr - contact@solidairesfinancespubliques.fr

Les représentants élus de Solidaires Finances Publiques et de la CGT ont refusé de se rendre à la 1re convocation de ce CSAL Emplois pour montrer leur désaccord profond et durable sur les suppressions massives, continuelles et annuelles d'emplois à la DGFiP.

Nous nous présentons à cette 2de convocation de ce CSAL Emplois parce que nous sommes attachés au dialogue social.

Exceptionnellement en 2023, la DISI-Sud-Ouest (comme les autres DISI d'ailleurs et les services liés au numérique) tire son « épingle du jeu » avec des créations d'emplois, mais nous n'avons aucune certitude que ces emplois soient réellement et durablement pourvus au vu des vacances d'emplois déjà existantes.

Comment pouvez-vous croire, Mme la Présidente, que nous allons nous satisfaire de la situation catastrophique des emplois à la DISI Sud-Ouest en affichant 40 emplois vacants en incluant les contractuels arrivés au 1er janvier 2023 ?
(- 1IDIV CN, -27 A, -8 B, -2 C et -2 C Techniques)

Mme la Présidente, nous attendons que vous renforciez les services en emplois et en effectifs, pour qu'enfin les conditions de travail des agent.e.s cessent de se dégrader.

Pour conclure, nous souhaitons que l'année 2023, avec la mise en place du CSAL et de la Formation Spécialisée, permette un réel dialogue social constructif avec une écoute attentive et bienveillante des diverses problématiques, et entraine une amélioration des conditions de vie au travail pour tous les collègues de la DISI Sud-Ouest, ainsi que le maintien d'un service public de qualité dans toutes les structures de notre direction.

Les élu-e-s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

boîte 29 - 80 rue de montreuil 75011 paris - 01.44.64.64.44 - fax 01.43.48.96.16 - solidairesfinancespubliques.fr - contact@solidairesfinancespubliques.fr